

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Venezuela-campagne-mediatique-denoncee-appel-au-dialogue-et-arrestations>

Venezuela : campagne médiatique dénoncée, appel au dialogue et arrestations

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : vendredi 16 juin 2017

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Rome, Caracas, 15 juin (PL) Hier, l'Ambassadeur vénézuélien en Italie, Isaías Rodriguez, a dénoncé la « campagne médiatique internationale déchaînée contre son pays ». Il estime qu'elle fait partie de la « stratégie menée par les États-Unis pour renverser le gouvernement légalement constitué ».

Lors d'une conférence de presse, donnée au siège de la mission diplomatique de la nation sud-américaine en Italie, Rodriguez a averti que le « problème n'est pas la répression, comme l'affirme la brutale campagne de désinformation orchestrée par des médias nationaux privés avec la complicité des grands monopoles médiatiques internationaux ».

Il a expliqué que la « guerre que met en place l'opposition vénézuélienne, qui saccage et oblige les commerçants à fermer leurs boutiques, est bien réelle. Elle est menée par des voyous et des assassins qui détruisent des voies de communication, des services, des camions de distribution d'aliments et des transports publics ».

Faisant référence aux « objectifs de l'actuelle escalade de la violence, concentrée dans quelques communes, de quatre ou cinq États des 23 que compte le pays, où l'opposition a des maires, et dans lesquelles résident l'aristocratie la plus riche et la classe moyenne supérieure », il a signalé que « ce qui est en jeu au Venezuela ce n'est pas uniquement le pouvoir politique ».

Il a précisé que ce qui est « également recherché c'est le dessin d'une nouvelle géopolitique, dans la lignée des intérêts du gouvernement étasunien ».

C'est dans ce sens qu'il a rappelé que les « ennemis de son pays ne sont pas uniquement à l'intérieur de ses frontières, mais qu'en font également partie les grandes compagnies pétrolières et les gouvernements qui leur sont alliés. Ces derniers sont les réels acteurs de la violence ».

« Les multinationales des États-Unis et d'Europe, ainsi que quelques pays latino-américains qui leur servent de plateforme, sont celles qui désirent créer une guerre civile dans notre pays », a-t-il indiqué.

Isaías Rodriguez a souligné le fait que « contrairement à ce que prétend montrer la féroce campagne médiatique contre notre pays, le gouvernement dirigé par Nicolas Maduro résiste sereinement à l'offensive terroriste, sans excès, en évitant les provocations et en persistant dans une politique de dialogue et de paix ».

Il a précisé que « devant le refus de l'opposition à dialoguer, le président Maduro a convoqué la Constituante ouverte à la participation de tous les citoyens, qui éliront leurs représentants par le vote direct et secret, et dont les propositions de réforme constitutionnelle seront finalement soumises au référendum ».

Pendant ce temps, lors d'un message transmis par la chaîne Venezolana de Television, Nicolas Maduro a clairement affirmé qu'il « continue à appeler au dialogue pour que cesse la violence, pour que vous désarmiez vos groupes violents, et que vous arrêtiez de prendre en otage la vie de notre peuple ».

Le chef d'État a rappelé les efforts menés par le gouvernement bolivarien pour défendre et maintenir la paix par le mécanisme de dialogue avec tous les secteurs d'opposition initié en 2016. Les anciens mandataires Leonel Fernández (République Dominicaine), José Luis Rodríguez Zapatero (Espagne) y Martín Torrijos (Panamá), ainsi que les représentants de l'Union des Nations Sud-américaines (Unasur) et le Vatican ont participé à ce processus.

Par ailleurs, aujourd'hui, les Forces de l'Ordre du Venezuela ont détenu 23 suspects, soupçonnés d'être en lien avec

les actions violentes survenues dans la commune Libertador. Ils sont accusés d'avoir blessé quatre fonctionnaires en service lors d'une manifestations.

Lors de leur arrestation des armes de feu et des explosifs artisanaux ont été saisis et mis à la disposition du tribunal de justice.